

de certification officielle, il est de notoriété publique que les réserves d'or vénézuéliennes sont très importantes. Les autres minéraux sont le fer, la bauxite, ainsi que des matériaux rares comme le coltan", relève Emiliano Teran Mantovani, sociologue à l'Université centrale du Venezuela et membre du réseau OilWatch Latinoaméricain, qui considère la loi comme une première tentative pour orienter l'expansion minière vers la légalité.

Les autorités affirment qu'il existe au moins 50 minéraux dans le pays et estiment qu'une quinzaine d'entre eux peuvent être exploités à des fins commerciales. Selon le Centre International d'Investissement productif (CIIP), un organisme rattaché à la vice-présidence vénézuélienne, le pays disposerait de la 18e réserve mondiale de fer, et recèlerait de 2 200 à 8 000 tonnes d'or, ce qui en ferait le deuxième réservoir mondial de ce métal précieux.

"Les réserves de coltan au Venezuela pourraient avoisiner 100 milliards de dollars", avait par ailleurs déclaré Hugo Chavez lors d'un discours au Parlement en 2010, désignant ce minerai crucial, très utilisé au sein de l'industrie technologique civile et militaire, comme de "l'or bleu".

Malgré ce flou, ces gisements n'en susci-

tent pas moins l'intérêt et aiguïssent les appétits des capitaux internationaux.

Début mars, un accord de prépaiement a été annoncé par le site d'information américain Axios, entre Minerven, l'entreprise minière étatique, et le négociant suisse Traffigura, qui a accepté d'acheter entre 650 kg et une tonne métrique d'or pour le marché américain. Cette quête des ressources naturelles au Venezuela impulsée par Washington s'inscrit dans le contexte de la "Doctrine Monroe", le corollaire de la doctrine Monroe établi par Donald Trump fin 2025, qui vise à réaffirmer la suprématie américaine dans l'hémisphère occidental. Les minéraux stratégiques du Venezuela apparaissent

d'autant plus attrayants que la Maison-Blanche et le Pentagone considèrent que la domination de la Chine, qui contrôle environ les deux tiers de l'extraction minière mondiale, représente une vulnérabilité stratégique pour les États-Unis.

"La seule chose que cette loi peut accomplir à court terme, c'est d'encourager les entreprises minières à se rendre au Venezuela pour examiner le terrain et les perspectives dans les zones aurifères. Mais ce travail de prospection ne débouchera pas avant longtemps sur un contrat signé avec le gouvernement actuel", souligne Gustavo Coronel, géologue et ancien directeur de PDVSA, l'entreprise pétrolière d'État vénézuélienne, qui appelle à la prudence.

#### Une zone de non-droit

Les défis demeurent en effet conséquents. L'insécurité et le manque de contrôle constituent les principaux obstacles à l'exploitation minière légale. La plupart des mines, illégales, sont contrôlées par des mafias locales et des groupes rebelles colombiens, à l'instar de l'Armée de Libération Nationale (ELN) et de la Segunda Marquetalia, qui se livrent de surcroît à une concurrence féroce.

Cette présence gênante voire dangereuse pour toute entreprise cherchant à s'implanter dans l'arc minier s'appuie en outre sur la complicité des forces de sécurité vénézuéliennes, qui tirent profit des chaînes d'approvisionnement minérales opaques, des pots-de-vin et de la corruption. Caracas, qui n'a guère de prise sur la région, n'a, pour le moment, pas dévoilé de mesures de sécurité spécifiques.

Gustavo Coronel insiste sur une autre difficulté: "L'Assemblée qui a voté cette loi est illégitime, puisqu'elle émane d'un gouvernement illégal. Personne ne se risquera à signer des contrats de centaines de millions de dollars investis sur des années, tant que des élections ne sont pas organisées."

"Je pense que cela va au-delà des élections car elles ne résoudre pas le problème du crime organisé, renchérit Emiliano Teran. Pour que la loi soit efficace, il va falloir renforcer toute une série de processus, et clarifier de nombreuses inconnues portant sur les capacités réelles de l'État vénézuélien. D'ailleurs, au-delà du thème électoral, se pose une question fondamentale: ce gouvernement fonctionne-t-il vraiment aux yeux de Trump et restera-t-il longtemps en place?"

**"Personne ne se risquera à signer des contrats de centaines de millions de dollars investis sur des années, tant que des élections ne sont pas organisées."**

**Gustavo Coronel**

Géologue et ancien directeur de l'entreprise pétrolière d'État vénézuélienne.



Un mineur vénézuélien, vêtu d'un t-shirt à l'effigie de l'Oncle Sam, fouille le sol en quête d'or dans l'État de Bolivar.

## EN BREF

### Russie

#### Moscou se renforce près de la Baltique

La Russie va renforcer la défense antiaérienne sur des sites critiques dans la région de Leningrad (nord-ouest), au bord de la mer Baltique, a annoncé le gouverneur régional vendredi, après des frappes ukrainiennes contre des installations énergétiques et portuaires locales. Des groupes mobiles supplémentaires de défense antiaérienne vont être déployés autour d'entreprises et infrastructures. (AFP)

### France

#### Attentat au marché de Noël de Strasbourg: peine de 30 ans pour Audrey Mondjehi

Audrey Mondjehi, un délinquant de 44 ans, a été condamné vendredi en appel à 30 ans de réclusion criminelle, pour avoir aidé le djihadiste Chérif Chekatt à se procurer le pistolet utilisé pour tuer cinq personnes au marché de Noël de Strasbourg en 2018. La cour d'assises spéciale d'appel de Paris a confirmé le verdict de première instance, y compris sur la période de sûreté de vingt ans, durant laquelle Mondjehi ne pourra prétendre à aucune mesure de libération conditionnelle ou d'aménagement de peine. (AFP)

**"Le respect du droit international importe plus que jamais."**

**Antonio Guterres**

"Aujourd'hui, des violations du droit international sont commises sous nos yeux", a déclaré vendredi le secrétaire général des Nations unies lors d'un discours prononcé à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute instance juridique de l'Onu.



**LA COMMUNE DE HABAY  
ENGAGE :**

**UN ADJOINT À LA DIRECTION  
GÉNÉRALE, TEMPS PLEIN**

- ✓ Appui direct à la Direction générale
- ✓ Coordination administrative transversale
- ✓ Gestion de projets au niveau de la Direction générale

**UN EMPLOYÉ ADMINISTRATIF AU SERVICE  
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE, MI-TEMPS**

- ✓ Aider aux missions du Directeur général
- ✓ Assurer le suivi du PST
- ✓ Aider au contrôle interne

Les offres détaillées se trouvent sur le site  
[www.habay.be](http://www.habay.be)

**Les dossiers de candidatures devront contenir :**

- CV et lettre de motivation
- Copie de la carte d'identité
- Copie du permis de conduire
- Copie du diplôme requis et des formations éventuelles suivies
- Attestation prouvant l'expérience d'une durée minimum de 3 ans au Service Direction générale d'une Commune (pour le poste d'employé administratif)
- Preuve de l'autorisation de travail pour les ressortissants hors Union européenne

Ils peuvent être déposés en mains propres, envoyés par courrier ou par mail : [commune@habay.be](mailto:commune@habay.be)

